

**Christian Cambon: "Au Mali, quand on voit la pauvreté..."**

**On se demande où sont passés les millions que nous avons investis dans l'Office du fleuve Niger depuis 50 ans !"**

Lors de la clôture des Assises du développement et de la solidarité internationale, le sénateur (UMP) du Val-de-Marne, **Christian Cambon**, co-rapporteur du budget de l'Aide publique au développement, a notamment indiqué que toutes les évaluations montrent la nécessité d'avancer dans des domaines comme le pilotage, l'allocation des moyens, l'évaluation et la transparence. « Nous avons besoin d'un renforcement des moyens d'évaluation de cette politique. Au Mali, quand on voit la pauvreté des territoires que traversent nos forces armées, on se demande où sont passés les millions

que nous avons investis dans l'Office du fleuve Niger depuis 50 ans, dans le développement de l'agriculture rurale des régions arides. » **M. Cambon** a ajouté : « La politique de développement est un outil de prévention des conflits qui est, en définitive, peu coûteux par comparaison avec une intervention militaire. Nous en faisons l'expérience : alors qu'en dix ans nous avons dépensé moins de 200 M€ de subventions pour le Mali, nous avons été contraints de nous engager dans une opération militaire qui, selon toute probabilité, ne sera pas inférieure à 400 M€. »

**Rungis/PLU.** Dans le cadre de l'élaboration du PLU, les habitants sont consultés en mars pour élaborer avec les élus le Projet d'aménagement et de développement durable. Quartier par quartier, les Rungissois seront invités à venir échanger avec le maire lors de quatre réunions les 9, 16, 19, et 23 mars. Une réunion publique générale sera ensuite organisée en juin, afin de présenter à la population le diagnostic enrichi des réponses au questionnaire de 2012 et des propositions et remarques recueillies lors des réunions de quartier. Par ailleurs, pour éclairer les habitants sur l'avancée des travaux et les projets en cours (tramway T7, bretelle A106, métro ligne 14) une réunion publique d'information est proposée le 27 mars à la Grange Sainte-Geneviève (à 20h30). Une exposition dédiée au projet de bretelle de sortie de l'A106 sera également installée à l'hôtel de ville et, en parallèle, dans le parc d'affaires Silic.

**Surloyers/Cohen.** La sénatrice (PCF) du VdM, Laurence Cohen vient de poser une question écrite à Cécile Duflot, ministre du logement, sur les surloyers. Malgré les gardes-fous, Mme Cohen fait valoir que « de nombreuses personnes », salariés ou retraités modestes, ont vu les loyers de leurs logements sociaux augmenter de façon « très importante ». Certains, ne pouvant plus payer, ont dû quitter un logement qu'ils occupaient « souvent depuis plusieurs années ». Selon Mme Cohen, « l'objectif affiché par ces mesures est de recentrer l'accès au logement social sur les populations les plus fragiles » mais « une telle démarche conduit le plus sûrement à chasser les classes moyennes du parc social, en refusant de fait toute mixité sociale, principe fondateur du logement public. » Sans nier « l'existence d'un droit au logement », Mme Cohen note que quelques villes ont décidé, au travers des conventions d'utilité sociale signées avec les organismes HLM, de ne pas appliquer

ces surloyers. Aussi la sénatrice demande de « connaître la volonté du gouvernement en la matière, notamment concernant l'abrogation de la loi Boutin dans le cadre de la future loi sur le logement. »

**Créteil/CHU Mondor.** La visite de la ministre de la Santé, Marisol Touraine, le 28 février, au CHU Henri-Mondor de Créteil est l'occasion pour la section Sud Santé de Henri-Mondor de poser des questions qui lui semblent essentielles. D'une part, l'état du dialogue social au CHU, jugé « déplorable » par le syndicat. Selon Sud Santé, « les instances ne sont plus que des chambres d'enregistrement où les directions ont toujours le dernier mot. » Sud Santé s'inquiète aussi de l'avenir « toujours incertain » du bâtiment R2B, devant regrouper les réanimations, les blocs et la biochimie. Par ailleurs, le plan d'économie de 150 M€ pour 2013 sur l'AP-HP et ses « conséquences désastreuses sur les embauches et le renouvellement de matériel (5,8 M€ pour le Groupe hospitalier Henri-Mondor) » suscite aussi bien des interrogations syndicales. Quantaux conditions de travail, elles sont, affirme Sud Santé, « toujours plus dures dans les services de soins, administratifs et techniques (manque de personnel, manque de moyens) ».

**Ivry-sur-Seine.** La commune et le groupe Valophis ont inauguré le 26 février la résidence des Bossettes, un ensemble de 28 logements collectifs et 12 maisons individuelles en locatif social. La construction de ce programme d'habitations a été l'occasion de procéder à la réfection de la rue Albert-Thomas, où une placette a été aménagée. Le système d'assainissement y a également été rénové, ainsi que la structure de la chaussée et l'éclairage public, modernisé. Sans oublier la pose de mobilier urbain neuf, la plantation d'un arbre et de massifs végétaux, l'extension des réseaux gaz/électricité/eau. Ces

travaux de réfection représentent un coût global de 870.000 €, financé par l'Etat, la région, le CG 94 et la ville.

**Actions éducatives 94.** Le CG du Val-de-Marne vient de voter une subvention 54.352€ de soutien aux actions éducatives et citoyennes des collèges pour l'année 2012-2013. Au total, 49 projets ont été retenus, présentés par 35 collèges du département. Au collège Léon-Blum à Alfortville, c'est un défi lecture qui est proposé, tandis qu'à Cachan, au collège Victor-Hugo, c'est la conception d'un Agenda 21 qui est avancée. À Champigny-sur-Marne, à Elsa-Triolet, on s'attellera à l'histoire de la cité du Bois-l'Abbé et on travaillera sur l'hygiène alimentaire. Au collège Henri-Matisse, à Choisy-le-Roi, c'est le petit-déjeuner qui sera au menu, tandis qu'un autre projet verra le jour autour des conduites addictives. À Fresnes, au collège Antoine-de-Saint-Exupéry, on s'initiera aux arts de la scène alors qu'une activité théâtre sera proposée aux élèves décrocheurs.

**Jeunes Actifs 94.** « Pour que la politique fasse à nouveau partie du quotidien de chacun, il nous faut inventer de nouvelles formes d'engagement en mettant au cœur de la politique les réseaux sociaux, professionnels ou locaux de cette génération qui forme le moteur de notre société », a notamment déclaré Arnaud Murgia, secrétaire général des Jeunes Actifs lors de la présentation de la nouvelle équipe départementale des Jeunes Actifs 94 le 27 février à Vincennes. Pour sa part, Céline Martin, responsable départementale des Jeunes Actifs 94 et adjointe (UMP) au maire de Vincennes, a indiqué lors de l'ouverture de cette réunion : « Nous sommes convaincus que le renouvellement des générations, de la manière de faire la politique et surtout des idées, est un impératif pour notre famille politique. Au droit d'inventaire, nous préférions le devoir d'invention. »